

**CERTIFIÉ CONFORME**  
**LE DIRECTEUR GÉNÉRAL**

**VALNEVA SE**

**Société européenne à directoire et conseil de surveillance  
au capital de 20 834 490 €**

**Siège social : 6 rue Alain Bombard, 44800 Saint-Herblain  
N° d'identification 422 497 560 RCS Nantes**

-----

**STATUTS**

Tels que modifiés par décisions du directoire en date du 21 juin 2023

## TITRE I

### FORME - DENOMINATION - OBJET -

### SIEGE - DUREE

#### Article 1. Forme

La société a été constituée sous la forme d'une Société Anonyme à conseil d'Administration aux termes d'un acte sous seing privé en date du 24 mars 1999.

Les actionnaires de la société ont modifié le mode d'administration et de direction pour adopter la formule à directoire et conseil de surveillance par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 29 novembre 2002.

Le 28 mai 2013, la Société a été transformée en société européenne (Societas Europaea ou SE) à directoire et conseil de surveillance par voie de fusion transfrontalière entre la société Intercell AG, société de droit autrichien, au capital de 55 183 961 euros, dont le siège social était situé à Campus Vienna Biocenter 3, 1030 Vienne, Autriche, anciennement immatriculée au registre du Commerce et des sociétés de Vienne sous le numéro FN 166438m et la société Vivalis SA, société anonyme de droit français, au capital de 3 224 379,30 euros, dont le siège social était situé à La Corbière - 49450 Roussay, et dont le numéro unique d'identification était 422 497 560 RCS Angers.

Elle est régie par les dispositions légales et réglementaires communautaires et nationales en vigueur, ainsi que par les présents statuts (la **Société**).

#### Article 2. Dénomination

La dénomination sociale est : Valneva.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société européenne" ou des initiales "SE" et de l'énonciation du montant du capital social.

#### Article 3. Objet

La Société a pour objet, en France et dans tous pays :

- la recherche et le développement dans le domaine de la biomédecine et de la pharmacologie ;
- l'exploitation commerciale de brevets et de savoir-faire ;
- le commerce de produits de toutes natures et la fourniture de services dans le domaine du traitement des données et des technologies de l'information ;
- la production, le contrôle et la commercialisation de tous produits, services et programmes de recherche ayant des applications dans la santé de l'homme et de l'animal utilisant les technologies de la biologie moléculaire et cellulaire et toutes les techniques qui s'y rattachent ;
- la participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités en France et à l'étranger ;
- et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à

l'objet social, ou susceptibles d'en favoriser l'exploitation, la réalisation ou le développement.

#### **Article 4. Siège social**

Le siège social de la Société est sis 6 rue Alain Bombard, 44800 Saint-Herblain.

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit sur le territoire français, par une simple décision du conseil de surveillance, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, ou par une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Le transfert du siège dans un autre État membre de la Communauté européenne est soumis à la ratification des Assemblées Spéciales d'actionnaires en application de l'article L. 229-2 du Code de commerce. En cas de transfert décidé conformément à la loi par le conseil de surveillance, celui-ci est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

#### **Article 5. Durée - Année sociale**

La durée de la Société est de quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de sa première immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre.

## **TITRE II**

### **CAPITAL - ACTIONS**

#### **Article 6. Capital social**

Le capital social est fixé à 20 834 490 euros. Il est divisé en 138 896 600 actions ordinaires de 0,15 euro de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et libérées.

#### **Article 7. Modifications du capital social**

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévues par la loi. L'Assemblée Générale Extraordinaire, sur le rapport du directoire, est seule compétente pour décider l'augmentation du capital. Elle peut déléguer cette compétence dans les conditions prévues par la loi.

Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles aux actionnaires, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-proprétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

Aux termes du directoire en date du 7 juin 2013, constatant la levée d'option de souscription d'actions, le capital social a été porté à la somme de 6 092 801,94 euros par apport en numéraire de 174 571,20 euros dont 14 547,60 euros en nominal.

Aux termes du directoire en date du 5 juillet 2013, le capital social a été augmenté par apport en numéraire de 2 274 782,25 euros en nominal pour le porter de 6 092 801,94 euros à 8 367 584,19 euros.

Aux termes du directoire en date du 24 juillet 2013, constatant la fin de la période d'acquisition de quatre années d'une partie des actions gratuites attribuées aux salariés le 23 juillet 2009, le capital social a été porté à la somme de 8 369 159,19 euros par incorporation de prime d'émission à hauteur de 1 575 euros.

Aux termes du directoire en date du 9 octobre 2013, constatant la fin de la période d'acquisition de deux années d'une partie des actions gratuites attribuées aux salariés le 6 septembre 2011, le capital social a été porté à la somme de 8 370 659,19 euros par incorporation de prime d'émission à hauteur de 1 500 euros.

Aux termes du directoire en date du 21 janvier 2014, constatant la levée d'options de souscription d'actions, le capital social a été porté à la somme de 8 384 717,19 euros par apport en numéraire de 168 696 euros, dont 14 058 euros en nominal.

Aux termes du directoire en date du 21 janvier 2014, constatant l'attribution définitive d'une partie des actions gratuites octroyées par la Société aux salariés et mandataires sociaux le 22 février 2010 (Plan n°2 - Tranche 2), le capital social a été porté à la somme de 8 389 717,14 euros par incorporation de prime d'émission à hauteur de 4 999,95 euros.

Aux termes du directoire en date du 3 mars 2014, constatant la fin de la période d'acquisition de quatre années d'une partie des actions gratuites attribuées aux salariés le 22 février 2010, le capital social a été porté à la somme de 8 390 317,14 euros par incorporation de prime d'émission à hauteur de 600 euros.

En date du 21 mai 2014, le Directeur Général, agissant sur délégation de pouvoirs conférée par le directoire du 12 mai 2014, a constaté l'exercice de bons d'émission d'actions. En conséquence, le capital social a été porté à la somme de 8 465 317,14 euros, par apport en numéraire de 2 770 000 euros, dont 75.000 euros en nominal.

En date du 3 juin 2014, le Directeur Général, agissant sur délégation de pouvoirs conférée par le directoire du 12 mai 2014, a constaté l'exercice de bons d'émission d'actions. En conséquence, le capital social a été porté à la somme de 8 555 317,14 euros, par apport en numéraire de 3 486 000 euros, dont 90 000 euros en nominal.

En date du 25 juin 2014, le Directeur Général, agissant sur délégation de pouvoirs conférée par le directoire du 12 mai 2014, a constaté l'exercice de bons d'émission d'actions. En conséquence, le capital social a été porté à la somme de 8 630 317,14 euros, par apport en numéraire de 2 700 000 euros, dont 75 000 euros en nominal.

Aux termes du directoire en date du 2 octobre 2014, constatant la fin de la période d'acquisition de quatre années d'une partie des actions gratuites attribuées aux salariés le 1<sup>er</sup> octobre 2010, le capital social a été porté à la somme de 8 631 142,14 euros par incorporation de prime d'émission à hauteur de 825 euros.

Aux termes du directoire en date du 6 février 2015, le capital social a été augmenté par apport en numéraire de 2 734 719, 90 euros en nominal pour le porter de 8 631 142,14 euros à 11 365 862,04 euros.

Aux termes du directoire en date du 30 avril 2015, constatant la levée d'options de souscription d'action, le capital social a été porté à la somme de 11 377 832,04 euros par apport en numéraire de 143 640 euros, dont 11 970 euros en nominal.

Aux termes du directoire en date du 24 juillet 2015, constatant la fin de la période d'acquisition de deux années d'une partie des actions gratuites attribuées aux salariés le 24 juillet 2013, le capital social a été porté à la somme de 11 382 407,04 euros par incorporation de prime d'émission à hauteur de 4 575 euros.

Aux termes du directoire en date du 28 juillet 2015, constatant la souscription de 1 074 actions de préférence convertibles en actions ordinaires (« ADP Convertibles »), le capital social a été porté à la somme de 11 382 568,14 euros, par apport en numéraire de 172 914 euros, dont 161,10 euros de nominal.

Aux termes du directoire en date du 7 septembre 2015, constatant la fin de la période d'acquisition de quatre années d'une partie des actions gratuites attribuées aux salariés le 6 septembre 2011, le capital social a été porté à la somme de 11 383 243,14 euros par incorporation de prime d'émission à hauteur de 675 euros.

Le 14 décembre 2016, par décision du Directeur Général agissant sur délégation de pouvoirs

conférée par le directoire du 30 novembre 2016, le capital social a été porté à la somme de 11 815 935,39 euros par apport en numéraires de 7 499 999 euros, dont 432 692, 25 euros de nominal.

Aux termes des décisions du Directeur Général en date du 17 mai 2017 (sur délégation de pouvoirs accordée par le directoire au cours de sa séance en date du 15 mai 2017) constatant le rachat et l'annulation de 285 ADP Convertibles, le capital social a été réduit à la somme de 11 815 892,64 euros, après réduction d'un montant nominal de 42,75 euros.

Aux termes du directoire en date du 24 juillet 2017, constatant la fin de la période d'acquisition de quatre années d'une partie des actions gratuites attribuées aux salariés le 24 juillet 2013, le capital social a été porté à la somme de 11 816 042,64 euros par incorporation de prime d'émission à hauteur de 150 euros.

Le 1<sup>er</sup> octobre 2018, par décision du Président du directoire agissant sur délégation de pouvoirs conférée par le directoire du 26 septembre 2018, le capital social a été porté à la somme de 13 816 042,74 euros par apport en numéraire de 50 000 002,50 euros, dont 2 000 000,10 euros de nominal.

Aux termes du directoire en date du 3 mai 2019, constatant l'exercice de bons de souscription d'actions à effet du 24 avril 2019, le capital social a été porté à la somme de 13 816 511,49 euros par apport en numéraire de 8 043,75 euros, dont 468,75 euros en nominal.

Aux termes du directoire en date du 29 juillet 2019, constatant la fin de la période d'acquisition de quatre années d'une partie des ADP Convertibles attribuées gratuitement à des salariés ou mandataires sociaux le 28 juillet 2015, le capital social a été porté à la somme de 13 819 470,24 euros par incorporation de prime d'émission à hauteur de 2 958,75 euros.

Aux termes du directoire en date du 4 novembre 2019, constatant l'exercice de bons de souscription d'actions à effet du 25 octobre 2019, le capital social a été porté à la somme de 13 819 938,99 euros par apport en numéraire de 8 043,75 euros, dont 468,75 euros en nominal.

Aux termes du directoire en date du 15 mai 2020, constatant l'exercice de bons de souscription d'actions à effet du 12 mai 2020, le capital social a été porté à la somme de 13 820 407,74 euros par apport en numéraire de 8 043,75 euros, dont 468,75 euros en nominal.

Aux termes du directoire en date du 29 mai 2020, décidant l'annulation de l'intégralité des 17 836 719 Actions de Préférence rachetées par la Société, le capital social a été réduit à la somme de 13 642 040,55 euros par annulation de 17 836 719 Actions de Préférence d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune, soit une réduction de capital d'un montant nominal total de 178 367,19 euros.

Aux termes du directoire en date du 29 juillet 2020, constatant l'exercice de bons de souscription d'actions à effet du 27 juillet 2020, le capital social a été porté à la somme de 13 642 771,80 euros par apport en numéraire de 19 110 euros, dont 731,25 euros en nominal.

Aux termes du directoire en date du 31 août 2020, constatant l'exercice de bons de souscription d'actions à effet du 25 août 2020, le capital social a été porté à la somme de 13 643 240,55 euros par apport en numéraire de 8 043,75 euros, dont 468,75 euros en nominal.

Aux termes du directoire en date du 1<sup>er</sup> décembre 2020, constatant l'exercice de bons de souscription d'actions à effet du 26 novembre 2020, le capital social a été porté à la somme de 13 643 709,30 euros par apport en numéraire de 8 043,75 euros, dont 468,75 euros en nominal.

Aux termes du directoire en date du 10 décembre 2020, constatant l'exercice de bons de souscription d'actions aux 4 décembre, 7 décembre et 9 décembre 2020, le capital social a été porté à la somme de 13 645 584,30 euros, par apport en numéraire de 32 175 euros, dont

1 875 euros en nominal.

Aux termes des décisions du Directeur Général en date du 27 janvier 2021, constatant (i) l'exercice de bons de souscription d'actions à effet du 22 janvier 2021 (représentant un apport en numéraire de 8 043,75 euros, dont 468,75 euros en nominal), et (ii) les levées d'options de souscription d'actions effectuées entre le 18 janvier 2021 et le 25 janvier 2021 inclus (représentant un apport en numéraire total de 2 200 886,75 euros, dont 118 511,25 euros en nominal), le capital social a été porté à la somme de 13 764 564,30 euros.

Aux termes du directoire en date du 6 mai 2021, le capital social a été augmenté par apport en numéraire de 1 062 414,30 euros en nominal pour le porter de 13 764 564,30 euros à 14 826 978,60 euros.

Aux termes du directoire en date du 7 mai 2021, le capital social a été augmenté par apport en numéraire de 159 362,10 euros en nominal pour le porter de 14 826 978,60 euros à 14 986 340,70 euros.

Aux termes des décisions du Directeur Général en date du 26 août 2021 (agissant sur délégation de pouvoirs accordée par le directoire au cours de sa séance en date du 25 janvier 2021), constatant l'exercice de bons de souscription d'actions à effet du 19 août 2021, le capital social a été porté à la somme de 14 986 809,45 euros par apport en numéraire de 8 043,75 euros, dont 468,75 euros en nominal.

Aux termes des décisions du Directeur Général en date du 03 septembre 2021 (agissant sur délégation de pouvoirs accordée par le directoire au cours de sa séance en date du 25 janvier 2021), constatant l'exercice de bons de souscription d'actions à effet du 02 septembre 2021, le capital social a été porté à la somme de 14 987 278,20 euros par apport en numéraire de 8 043,75 euros, dont 468,75 euros en nominal.

Aux termes du directoire en date du 4 octobre 2021, décidant l'annulation de l'intégralité des 4 025 Actions Ordinaires auto-détenues par la Société à la suite de la résiliation de son contrat de liquidité, le capital social a été réduit à la somme de 14 986 674,45 euros par annulation de 4 025 Actions Ordinaires d'une valeur nominale de 0,15 euro chacune, soit une réduction de capital d'un montant nominal total de 603,75 euros.

Aux termes du directoire en date du 28 octobre 2021, le capital social a été augmenté par apport en numéraire de 675 000 euros en nominal pour le porter de 14 986 674,45 euros à 15 661 674,45 euros.

Aux termes du directoire en date du 30 octobre 2021, le capital social a été augmenté par apport en numéraire de 101 250 euros en nominal pour le porter de 15 661 674,45 euros à 15 762 924,45 euros.

Aux termes des décisions du Directeur Général en date du 9 décembre 2021 (agissant sur délégation de pouvoirs accordée par le directoire au cours de sa séance en date du 25 janvier 2021), constatant l'exercice de bons de souscription d'actions à effet des 6 décembre, 7 décembre et 8 décembre 2021, le capital social a été porté à la somme de 15 764 799,45 euros par apport en numéraire de 32 175 euros, dont 1 875 euros en nominal.

Aux termes du directoire en date du 15 décembre 2021, constatant la fin de la période d'acquisition de quatre années d'une partie des ADP Convertibles attribuées gratuitement à des salariés ou mandataires sociaux le 15 décembre 2017, le capital social a été porté à la somme de 15 769 668,90 euros par incorporation de prime d'émission à hauteur de 4 869,45 euros.

Aux termes des décisions du Directeur Général en date du 22 décembre 2021 (agissant sur délégation de pouvoirs accordée par le directoire au cours de sa séance en date du 15 décembre 2021), constatant la conversion, à effet du 16 décembre 2021, d'ADP Convertibles attribuées définitivement par le directoire en date du 15 décembre 2021, le capital social a été porté à la somme de 15 785 862,75 euros en conséquence de la conversion de 4 115 ADP Convertibles d'une valeur nominale de 0,15 euro chacune en 112 074 Actions Ordinaires nouvelles également d'une valeur nominale de 0,15 euro chacune

(soit une augmentation de capital social nette d'un montant nominal de 16 193,85 euros, libéré par prélèvement sur un compte de réserve indisponible).

Aux termes des décisions du Directeur Général en date du 11 janvier 2022 (agissant sur délégation de pouvoirs accordée par le directoire au cours de sa séance en date du 15 décembre 2021), constatant la conversion, à effet des 3 et 4 janvier 2022, d'ADP Convertibles attribuées définitivement par le directoire en date du 15 décembre 2021, le capital social a été porté à la somme de 15 897 421,05 euros en conséquence de la conversion de 28 348 ADP Convertibles d'une valeur nominale de 0,15 euro chacune en 772 070 Actions Ordinaires nouvelles également d'une valeur nominale de 0,15 euro chacune (soit une augmentation de capital social nette d'un montant nominal de 111 558,30 euros, libéré par prélèvement sur un compte de réserve indisponible).

Aux termes des décisions du Directeur Général en date du 26 janvier 2022 (agissant sur délégation de pouvoirs conférée par le directoire du 17 janvier 2022), constatant (i) l'exercice de bons de souscription d'actions à effet du 21 janvier 2022 (représentant un apport en numéraire de 8 043,75 euros, dont 468,75 euros en nominal), et (ii) les levées d'options de souscription d'actions effectuées entre le 4 janvier 2022 et le 11 janvier 2022 inclus (représentant un apport en numéraire total de 3 908 987,37 euros, dont 176 458,65 euros en nominal), le capital social a été porté à la somme de 16 074 348,45 euros.

Aux termes des décisions du Directeur Général en date du 25 février 2022 (agissant sur délégation de pouvoirs conférée par le directoire du 17 janvier 2022), constatant l'exercice de bons de souscription d'actions à effet du 4 février 2022, le capital social a été porté à la somme de 16 074 817,20 euros par apport en numéraire de 8 043,75 euros, dont 468,75 euros en nominal.

Aux termes du directoire en date du 25 mars 2022, constatant la fin de la période d'acquisition d'une partie des Actions Ordinaires gratuites initialement attribuées le 19 décembre 2019 à des salariés ou à des mandataires sociaux, le capital social a été porté à la somme de 16 170 314,40 euros par incorporation de prime d'émission à hauteur de 95 497,20 euros.

Aux termes du directoire en date du 19 juin 2022, le capital social a été augmenté par apport en numéraire de 1 432 464,15 euros en nominal pour le porter de 16 170 314,40 euros à 17 602 778,55 euros.

Aux termes du directoire en date du 29 septembre 2022, le capital social a été augmenté par apport en numéraire de 3 150 000 euros en nominal pour le porter de 17 602 778,55 euros à 20 752 778,55 euros.

Aux termes des décisions du Directeur Général en date du 31 octobre 2022 (agissant sur délégation de pouvoirs conférée par le directoire du 17 janvier 2022), constatant l'exercice de bons de souscription d'actions à effet du 21 octobre 2022, le capital social a été porté à la somme de 20 753 247,30 euros par apport en numéraire de 8 043,75 euros, dont 468,75 euros en nominal.

Aux termes des décisions du Directeur Général en date du 1er décembre 2022 (agissant sur délégation de pouvoirs conférée par le directoire du 17 janvier 2022), constatant l'exercice de bons de souscription d'actions à effet du 30 novembre 2022, le capital social a été porté à la somme de 20 754 184,80 euros par apport en numéraire de 16 087,50 euros, dont 937,50 euros en nominal.

Aux termes des décisions du Directeur Général en date du 23 décembre 2022 (agissant sur délégation de pouvoirs conférée par le directoire du 17 janvier 2022), constatant l'exercice de bons de souscription d'actions à effet des 8 et 10 décembre 2022, le capital social a été porté à la somme de 20 755 122,30 euros par apport en numéraire de 16 087,50 euros, dont 937,50 euros en nominal.

Aux termes du directoire en date du 4 janvier 2023, le capital social a été réduit à la somme de 20 752 045,20 euros, par annulation des 20 514 ADP Convertibles de valeur nominale de 0,15 euro chacune rachetées par la Société, soit une réduction de capital d'un montant nominal total de 3 077,10 euros.

Aux termes du directoire en date du 10 mai 2023, constatant la fin de la période d'acquisition de la deuxième tranche du plan d'actions ordinaires gratuites initialement attribuée le 19 décembre 2019 à des salariés ou à des mandataires sociaux, le capital social a été porté à la somme de 20 834 490 euros par incorporation de prime d'émission à hauteur de 82 444,80 euros.

#### **Article 8. Libération des actions**

Les actions souscrites en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du directoire dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs par lettre recommandée avec accusé de réception expédiée quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement. Les versements sont effectués, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

#### **Article 9. Réduction - Amortissement du capital social**

La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui peut déléguer au directoire tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la Société en société d'une autre forme.

En cas d'inobservation de ces stipulations, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Le capital peut être amorti conformément aux dispositions de la loi.

#### **Article 10. Forme des actions**

1. Les actions entièrement libérées peuvent prendre la forme nominative ou au porteur au choix de l'actionnaire, sous réserve des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi. Les titres inscrits en compte se transmettent par virement de compte à compte. Les inscriptions en compte, virements et cessions s'opèrent dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.

2. En vue de l'identification des détenteurs de titres au porteur, la Société est en droit, dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, de demander à tout moment, contre rémunération à sa charge, au dépositaire central qui assure la tenue du compte émission des titres (le **Dépositaire Central**), selon le cas, le nom ou la dénomination, la nationalité, l'année de naissance ou l'année de constitution, et l'adresse des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de



vote dans ses Assemblées ainsi que la quantité de titres détenue par chacun d'eux et le cas échéant les restrictions dont les titres peuvent être frappés.

Au vu de la liste transmise à la Société par le Dépositaire Central, la Société a la faculté de demander soit au Dépositaire Central, soit directement aux personnes figurant sur cette liste et dont la Société estime qu'elles pourraient être inscrites en qualité d'intermédiaire et pour compte de tiers propriétaires de titres, les informations prévues à l'alinéa précédent concernant les propriétaires des titres.

Ces personnes seront tenues, si elles ont la qualité d'intermédiaire, de révéler l'identité des propriétaires de ces titres. L'information sera fournie directement à l'intermédiaire financier habilité teneur du compte, à charge pour ce dernier de la communiquer, selon le cas, à la Société émettrice ou au Dépositaire Central.

La Société est également en droit, pour ce qui concerne les titres inscrits sous la forme nominative, de demander à tout moment à l'intermédiaire inscrit pour le compte de tiers propriétaires des titres, de révéler l'identité des propriétaires de ces titres.

Aussi longtemps que la Société estime que certains détenteurs de titres, au porteur ou sous la forme nominative, dont l'identité lui a été communiquée le sont pour le compte de tiers propriétaire des titres, elle est en droit de demander à ces détenteurs de révéler l'identité des propriétaires de ces titres dans les conditions prévues ci-dessus.

A l'issue des demandes d'informations visées ci-dessus, la Société est en droit de demander à toute personne morale propriétaire d'actions de la Société représentant plus de 2 % du capital ou des droits de vote de la Société de lui faire connaître l'identité des personnes détenant directement ou indirectement plus du tiers du capital social de cette personne morale ou des droits de vote qui sont exercés aux assemblées générales de celle-ci.

Lorsque la personne faisant l'objet d'une demande conformément aux stipulations du présent article n'a pas transmis les informations ainsi demandées dans les délais légaux et réglementaires ou a transmis des renseignements incomplets ou erronés relatifs soit à sa qualité, soit aux propriétaires des titres, les actions ou les titres donnant immédiatement ou à terme accès au capital et pour lesquels cette personne a été inscrite en compte sont privés de droit de vote pour toute Assemblée Générale d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à la date de régularisation de l'identification, et le paiement du dividende est différé jusqu'à cette date.

#### **Article 11. Indivisibilité des actions**

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux Assemblées Générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le nu-propriétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux décisions collectives. Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les Assemblées Générales Ordinaires et au nu-propriétaire dans les Assemblées Générales Extraordinaires. Cependant, les actionnaires peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux Assemblées Générales. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute Assemblée Générale qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

Le droit de l'actionnaire d'obtenir communication des documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-propriétaire d'actions.

#### **Article 12. Cession et Transmission des actions - Franchissement de Seuil**

La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte, dans les conditions prévues par la loi.

En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci.

Les mouvements de titres non libérés des versements exigibles ne sont pas autorisés.

Outre l'obligation légale d'informer la Société de la détention de certaines fractions du capital et d'effectuer toute déclaration d'intention en conséquence, toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui vient à détenir ou cesse de détenir une fraction égale à 2 % du capital social ou des droits de vote, ou tout multiple de ce pourcentage, est tenue d'en informer la Société, dans un délai de quatre jours de bourse, à compter du franchissement de l'un de ces seuils, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au siège social de la Société, en précisant le nombre total d'actions, de droits de vote correspondant et de titres donnant accès au capital qu'elle détient seule ou de concert.

Pour la détermination des seuils prévus, il sera tenu compte également des actions détenues indirectement et des actions assimilées aux actions possédées telles que définies par les dispositions des articles L. 233-7 et suivants du Code de commerce.

Dans chaque déclaration susvisée, le déclarant devra certifier que la déclaration faite comprend bien tous les titres détenus ou possédés au sens des dispositions des articles L. 233-7 et suivants du Code de commerce. Il devra également indiquer la ou les dates d'acquisition.

Cette obligation d'information s'applique dans tous les cas de franchissement des seuils stipulés ci-dessus, y compris au-delà des seuils prévus par la loi.

Le non respect de l'obligation d'information mentionnée ci-dessus est sanctionné, à la demande (consignée au procès-verbal de l'Assemblée) d'un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble une fraction au moins égale à 2 % du capital ou des droits de vote de la Société, par la privation des droits de vote attachés aux actions excédant la fraction qui n'a pas été régulièrement déclarée pour toute Assemblée Générale d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à la date de régularisation de la notification.

En outre, au cas où l'actionnaire inscrit méconnaîtrait sciemment l'obligation d'information de franchissement de seuil vis-à-vis de la Société, le Tribunal de commerce dans le ressort duquel la Société a son siège social pourra, sur demande de la Société ou d'un actionnaire, prononcer la privation totale ou partielle, pour une durée totale ne pouvant excéder cinq ans, de ses droits de vote à l'encontre de tout actionnaire qui n'aurait pas procédé aux déclarations mentionnées ci-dessus ou qui n'aurait pas respecté le contenu de la déclaration d'intention prévue à l'article L. 233-7 VII du Code de commerce dans les six (6) mois suivant la publication de ladite déclaration.

### **Article 13. Droits et obligations attachés aux actions**

1. Chaque action donne le droit à la participation lors des décisions collectives, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.
2. Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

3. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions de l'Assemblée Générale et aux présents statuts.

La cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir, ainsi éventuellement que la part dans les fonds de réserve, sauf dispositions contraires

notifiées à la Société.

Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents sociaux, demander le partage ou la licitation de ces biens, ni s'immiscer dans l'administration de la Société. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'Assemblée Générale.

4. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les actionnaires possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.
5. Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente, compte tenu, s'il y a lieu, du capital amorti et non amorti, libéré et non libéré, du montant nominal des actions et des droits des actions de catégories différentes.
6. Sauf dans les cas où la loi en dispose autrement, et sauf le droit de vote double prévu ci-après, chaque actionnaire a autant de droits de vote et exprime en Assemblée autant de voix qu'il possède d'actions libérées des versements exigibles. A égalité de valeur nominale, chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix.
7. Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins, à compter de l'immatriculation de la Société sous la forme de société européenne, au nom du même actionnaire. Ce droit est conféré également dès leur émission en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie déjà de ce droit.

### **TITRE III**

#### **ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ**

##### **Article 14. Directoire**

1. La Société est dirigée par un directoire qui exerce ses fonctions sous le contrôle du conseil de surveillance.

Le directoire est composé de deux à sept membres au plus, nommés par le conseil de surveillance.

2. A peine de nullité de la nomination, les membres du directoire sont des personnes physiques. Ils peuvent être choisis en dehors des actionnaires.

Si un membre du conseil de surveillance est nommé au directoire, son mandat au conseil prend fin dès son entrée en fonction.

3. Les membres du directoire sont nommés par le conseil de surveillance ; leur révocation est prononcée par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires ou par le conseil de surveillance.

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Au cas où l'intéressé aurait conclu avec la Société un contrat de travail, la révocation de ses fonctions de membre du directoire n'a pas pour effet de résilier ce contrat.

4. Le directoire est nommé pour une durée de trois (3) ans prenant fin lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat, et à l'expiration de laquelle il est entièrement renouvelé. En cas de vacance, le conseil de surveillance doit pourvoir dans les deux mois au remplacement du poste vacant. Un membre du conseil de surveillance peut être nommé par le conseil de surveillance pour exercer les fonctions de membre du directoire pour le temps restant à courir jusqu'au renouvellement du directoire, sans que cette durée puisse excéder six mois. Pendant cette durée, les fonctions de l'intéressé au sein du conseil de surveillance sont suspendues.

Les membres du directoire sont toujours rééligibles.

5. La limite d'âge pour l'exercice des fonctions de membre du directoire est fixée à soixante-dix (70) ans. Le membre du directoire en exercice est réputé démissionnaire d'office à la clôture de l'exercice social au cours duquel il atteint cet âge. Est également réputé démissionnaire d'office le membre du directoire placé sous tutelle.

La démission d'office conformément au paragraphe précédent n'entraîne pas la nullité des délibérations et des décisions auxquelles a pris part le membre du directoire réputé démissionnaire d'office.

Le mode et le montant de la rémunération de chacun des membres du directoire sont fixés par le conseil de surveillance.

6. Le conseil de surveillance confère à l'un des membres du directoire la qualité de président. Le président du directoire exerce ses fonctions pendant la durée de son mandat de membre du directoire.

Le président du directoire est révocable par décision de l'Assemblée Générale des actionnaires ou par décision du conseil de surveillance à la majorité des membres composant le conseil de surveillance.

7. Le directoire se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation de son président, de son directeur général ou de la moitié au moins de ses membres, au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation ; il peut être convoqué par tous moyens écrits y compris par courriel ou même verbalement. L'ordre du jour doit figurer dans l'avis de convocation mais peut être complété au moment de la réunion.

Le président du directoire préside les séances et nomme un secrétaire qui peut être choisi en dehors de ses membres. En l'absence du président du directoire, les séances sont présidées par le directeur général ou à défaut, par le membre du directoire que le directoire aura désigné à cet effet.

Pour la validité des délibérations, la présence de la moitié au moins des membres est nécessaire. Si le directoire comprend deux membres, les décisions sont prises à l'unanimité. S'il comprend plus de deux membres, les décisions doivent être prises à la majorité des membres présents. Chaque membre du directoire dispose d'une voix ; en cas de partage des voix, la voix du Président du directoire est prépondérante.

Chaque membre a l'obligation de faire part au directoire de toute situation de conflit d'intérêts, même potentiel et doit s'abstenir de participer aux débats et au vote de la délibération correspondante. Le membre qui, présent à une réunion du directoire, s'abstient de prendre part au vote d'une délibération du directoire en raison d'un conflit d'intérêt, n'est pas pris en compte dans le calcul du quorum ni dans le calcul de la majorité et des votes.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les membres du directoire qui participent à la réunion du directoire par des moyens de visioconférence

ou de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective, dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Toutefois, ce procédé ne peut pas être utilisé pour l'établissement des comptes annuels et du rapport de gestion ainsi que l'établissement des comptes consolidés et du rapport sur la gestion du groupe s'il n'est pas inclus dans le rapport annuel.

8. Les Commissaires aux Comptes sont convoqués à toutes les réunions du directoire qui examinent ou arrêtent les comptes annuels ou intermédiaires.
9. Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial et signés par le président du directoire et un autre membre du directoire ayant pris part à la séance. Le registre spécial peut être tenu, et les procès-verbaux établis et signés, sous forme électronique, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Le procès-verbal mentionne le nom des membres présents ou représentés et celui des membres absents. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le président du directoire, un de ses membres ou toute autre personne désignée par le directoire et, en période de liquidation, par le liquidateur, le cas échéant sous forme électronique, conformément aux lois et règlements en vigueur.

10. Les membres du directoire peuvent répartir entre eux les tâches de direction avec l'autorisation du conseil de surveillance, conformément à l'article R. 225-39 du Code de commerce. Toutefois, cette répartition ne peut en aucun cas dispenser le directoire de se réunir et de délibérer sur les questions les plus importantes de la gestion de la Société, ni avoir pour effet de retirer au directoire son caractère d'organe assurant collégalement la direction générale de la Société.

#### **Article 15. Attributions et pouvoirs du directoire**

1. Le directoire est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi au conseil de surveillance et aux Assemblées Générales d'actionnaires et de ceux qui requièrent l'autorisation préalable du conseil de surveillance, comme il est précisé ci-après.

Toute limitation des pouvoirs du directoire est inopposable aux tiers.

Le directoire convoque les Assemblées Générales des actionnaires, fixe leur ordre du jour et exécute leurs décisions.

Une fois par trimestre au moins, le directoire présente au conseil de surveillance un rapport qui retrace les principaux actes ou faits intervenus dans la gestion de la Société.

Après la clôture de chaque exercice et dans les trois (3) mois qui suivent, le directoire présente au conseil de surveillance, aux fins de vérification et de contrôle, les documents annuels ainsi que tous documents prévus par la loi. Il propose l'affectation des résultats de l'exercice écoulé.

2. Le président du directoire représente la Société dans ses rapports avec les tiers. Toutefois, le conseil de surveillance est habilité à attribuer le même pouvoir de représentation à un ou plusieurs autres membres du directoire dont chacun d'eux porte alors le titre de directeur général. Le conseil de surveillance peut supprimer ce pouvoir de représentation en retirant au membre du directoire son rôle de directeur général. La Société est engagée même par les actes du président ou d'un des directeurs généraux qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que cet acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

Les stipulations limitant ce pouvoir de représentation sont inopposables aux tiers.

Les actes engageant la Société vis-à-vis des tiers sont valablement réalisés sur la seule signature de l'un quelconque des membres du directoire autorisé à représenter la Société, conformément aux stipulations du présent article.

3. Le directoire peut investir un ou plusieurs de ses membres ou toute autre personne de missions spéciales, permanentes ou temporaires, qu'il détermine, et leur déléguer pour un ou plusieurs objets déterminés, avec ou sans faculté de subdéléguer, les pouvoirs qu'il juge nécessaire.
4. Le directoire examine et présente les comptes trimestriels et semestriels au conseil de surveillance.
5. Le directoire décide ou autorise l'émission d'obligations dans les conditions de l'article L. 228-40 du Code de commerce, sauf si l'Assemblée Générale décide d'exercer cette faculté. Le directoire peut déléguer à son président et, avec l'accord de celui-ci, à un ou plusieurs de ses membres, les pouvoirs nécessaires pour réaliser, dans le délai d'un an, l'émission d'obligations et en arrêter les modalités.
6. Les membres du directoire, ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions du directoire, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel ou présentées comme telles.
7. Les décisions listées à l'article 19 des présents statuts sont soumises à l'approbation préalable du conseil de surveillance statuant à la majorité simple ou renforcée ou à l'unanimité selon les cas, sur proposition du directoire.

Lorsqu'une opération exige l'autorisation du conseil de surveillance conformément à l'article 19 des présents statuts et que ce dernier le refuse, le directoire peut soumettre le différend à l'Assemblée Générale des actionnaires qui décide de la suite à donner au projet conformément à l'article R. 225-40 du Code de commerce.

#### **Article 16. Composition du conseil de surveillance**

Le conseil de surveillance est composé de trois (3) membres au moins et de dix-huit (18) membres au plus, nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, sous réserve des dérogations légales.

Les membres du conseil de surveillance, personnes physiques, doivent être âgés de moins de quatre-vingts (80) ans, sous réserve des stipulations ci-après.

Une personne morale peut être nommée membre du conseil de surveillance mais elle doit, dans les conditions prévues par la loi, désigner une personne physique qui sera son représentant permanent au sein du conseil de surveillance. Les représentants permanents doivent être âgés de moins de quatre-vingts (80) ans, sous réserve des stipulations ci-après.

#### **Article 17. Durée des fonctions - Renouvellement - Cooptation**

La durée des fonctions des membres du conseil de surveillance est fixée à trois (3) ans (une année s'entendant de l'intervalle entre deux Assemblées Générales Ordinaires annuelles consécutives) et sous réserve des stipulations ci-après.

La durée des fonctions de tout membre du conseil de surveillance est limitée à la période restant à courir jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle tenue dans l'année au cours de laquelle le membre du conseil de surveillance concerné atteint l'âge de quatre-vingts (80) ans.

Est réputé démissionnaire d'office le membre du conseil de surveillance placé sous tutelle. Une telle démission d'office n'entraîne pas la nullité des délibérations auxquelles a pris part le membre du conseil de surveillance réputé démissionnaire d'office.

Les membres du conseil de surveillance sont rééligibles une ou plusieurs fois, sous réserve des stipulations ci-dessus concernant la limite d'âge. Ils peuvent être révoqués à tout moment

par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

En cas de vacance, par décès ou par démission, d'un ou plusieurs sièges de membres du conseil de surveillance, le conseil de surveillance peut, entre deux Assemblées Générales, procéder à des nominations à titre provisoire. Ces nominations sont soumises à la ratification de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le conseil n'en demeurent pas moins valables.

Lorsque le nombre des membres du conseil de surveillance est devenu inférieur au minimum légal, le directoire doit convoquer, dans le plus bref délai, l'Assemblée Générale Ordinaire en vue de compléter l'effectif du conseil.

Le membre nommé en remplacement d'un autre dont le mandat n'est pas expiré, ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir sur le mandat de son prédécesseur.

En outre, le conseil de surveillance peut comprendre des membres élus représentant les salariés conformément aux dispositions des articles L. 225-79 et, le cas échéant, L. 225-71 et L. 22-10-22 du Code de commerce.

### **Article 18. Bureau et délibérations du conseil**

1. Le conseil nomme parmi ses membres, un président et un vice-président qui sont chargés de convoquer le conseil et, le cas échéant, d'en diriger les débats. Le président désigne, en outre, un secrétaire qui peut être pris en dehors des actionnaires et qui, avec le président et le vice-président, forment le bureau.

Ils sont nommés pour la durée de leur mandat au conseil de surveillance. Ils sont toujours rééligibles.

Le président et le vice-président sont des personnes physiques.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, la séance du conseil de surveillance est présidée par le vice-président.

2. Le conseil de surveillance se tient aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins une fois par trimestre, sur convocation du président, du vice-président ou d'un membre du conseil de surveillance, faite par tous moyens écrits y compris par courriel ou même verbalement.

Toutefois, le président doit convoquer le conseil à une date qui ne peut être postérieure à quinze (15) jours lorsqu'un membre au moins du directoire ou le tiers au moins des membres du conseil de surveillance lui présentent une demande motivée en ce sens. Si la demande est restée sans suite, ses auteurs peuvent procéder eux-mêmes à la convocation en indiquant l'ordre du jour de la séance. Hors ce cas, l'ordre du jour est arrêté par le président et peut n'être fixé qu'au moment de la réunion.

Le conseil de surveillance peut également se tenir (i) par visioconférence ou tout autre moyen électronique de télécommunication ou de télétransmission, ou (ii) par consultation écrite dans les conditions et limites prévues par la loi.

Les réunions physiques du conseil ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Pour la validité des délibérations, la présence effective de la moitié au moins des membres du conseil de surveillance est nécessaire. Sous réserve des stipulations de l'article 19, les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés ; en cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante.

Par ailleurs, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les

membres du conseil de surveillance qui participent aux réunions du conseil par visioconférence ou tout autre moyen électronique de télécommunication ou de télétransmission, sauf pour ce qui est de l'adoption des décisions relatives à la vérification et contrôle des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés.

Les membres du conseil de surveillance peuvent se faire représenter à chaque séance par un de leurs collègues, mais un membre ne peut représenter comme mandataire qu'un seul de ses collègues. Ces pouvoirs ne sont valables que pour une seule séance et peuvent être donnés par simple lettre, courriel ou télécopie.

Il est tenu au siège social un registre de présence qui est signé par les membres du conseil de surveillance participant à la séance du conseil. Le registre de présence peut être tenu sous forme électronique, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Il est suffisamment justifié du nombre des membres en exercice et de leur présence, ou de leur représentation, par la production d'un extrait ou d'une copie du procès-verbal.

Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées et paraphées, le cas échéant sous forme électronique, selon les conditions fixées par la législation en vigueur.

Ces procès-verbaux sont signés par le président de séance et par un autre membre du conseil de surveillance, le cas échéant sous forme électronique, conformément aux lois et règlements en vigueur.

En cas d'empêchement du président de séance, le procès-verbal est signé par deux membres du conseil de surveillance au moins.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le président, le vice-président, un membre du directoire ou par un fondé de pouvoir habilité à cet effet, le cas échéant sous forme électronique, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Le conseil de surveillance établit un règlement intérieur pouvant prévoir que, à l'exception des décisions portant sur la vérification et le contrôle des comptes annuels, ainsi que sur la vérification et le contrôle des comptes consolidés, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les membres du conseil de surveillance qui participent à la réunion du conseil de surveillance par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective, dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les membres du conseil de surveillance, ainsi que toute personne assistant aux réunions du conseil de surveillance, sont tenues à la discrétion en ce qui concerne les délibérations du conseil de surveillance ainsi qu'à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel ou présentées comme telle par le président du conseil de surveillance ou le président du directoire.

Les Commissaires aux Comptes sont convoqués à toutes les réunions du conseil de surveillance qui examinent ou arrêtent les comptes annuels ou intermédiaires.

## **Article 19. Pouvoirs et attributions du conseil de surveillance**

Le conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la Société effectuée par le directoire.

Il nomme les membres du directoire et fixe leur rémunération. Il désigne le président du directoire et, éventuellement, les directeurs généraux. Il peut également prononcer leur révocation dans les conditions prévues par la loi et les statuts de la Société.



Il convoque l'Assemblée Générale des actionnaires, à défaut de convocation par le directoire.

A toute époque de l'année, il opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Le conseil de surveillance autorise, préalablement à leur conclusion, les conventions et opérations suivantes :

1. A la majorité des membres présents ou représentés, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur :

- (i) toute cession d'immeubles par nature ;
- (ii) toute cession totale ou partielle de participations ;
- (iii) toute constitution de sûretés, ainsi que les cautions, avals et garanties ; et
- (iv) toute convention visée à l'article 22 des statuts et soumise, conformément à l'article L.229-7 du Code de commerce, aux règles énoncées aux articles L.225-86 à L.225-90 du Code de commerce, relatives aux conventions réglementées soumises à autorisation préalable du conseil de surveillance, à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

2. A une majorité représentant plus de la moitié de ses membres en exercice (c'est-à-dire pour le premier conseil de surveillance, à une majorité de 4 des 7 membres en exercice) :

- (i) approbation du budget annuel ;
- (ii) approbation du plan d'affaires (*business plan*) ;
- (iii) la nomination et la révocation des membres du directoire et directeurs généraux, décision sur leur rémunération et de leurs conditions de départ ;
- (iv) soumission à l'Assemblée Générale d'un projet de résolution relatif à toute distribution (en ce compris distribution de dividendes ou de réserves) aux actionnaires ;
- (v) approbation de modifications significatives des méthodes comptables ;
- (vi) soumission à l'Assemblée Générale Extraordinaire d'un projet de résolution et exercice de délégations de compétence ou délégations de pouvoirs accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires et relatifs à l'émission d'actions ou de titres donnant accès, immédiatement et/ou à terme, au capital de la Société ;
- (vii) programmes de réduction de capital et de rachat d'actions ;
- (viii) soumission à Assemblée Générale d'un projet de résolution relatif à la modification des statuts ;
- (ix) acquisition et cession de branches d'activité, participations ou actifs pour un montant supérieur à EUR 2 millions et toute location-gérance de tout ou partie du fonds de commerce, à l'exception des opérations préalablement soumises et approuvées dans le cadre du budget annuel ou du plan d'affaires (*business plan*) ;
- (x) cession de droits et concession de licences relatifs à des anticorps, vaccins ou produits liés pour un montant supérieur à EUR 3 millions ;

- (xi) mise en œuvre de toute dépense en capital d'un montant supérieur à EUR 2 millions non préalablement soumise et approuvée dans le cadre du budget annuel ;
- (xii) mise en œuvre de toute dépense pour le recrutement d'une équipe pour une rémunération totale annuelle brute (incluant les charges sociales et retenues fiscales) de EUR 3 millions lors de la première année, et non préalablement soumise et approuvée dans le cadre du budget annuel ;
- (xiii) toute mise en place, refinancement ou modification des termes de tout emprunt (en ce compris les obligations) d'un montant supérieur à EUR 2 millions et non préalablement soumis et approuvé dans le cadre du budget annuel ;
- (xiv) attribution d'options de souscription d'actions ou d'options d'acquisition d'actions, attribution d'actions gratuites ou autres plans en faveur des membres du directoire et employés clé (c'est-à-dire les employés ayant une rémunération totale annuelle brute supérieure à EUR 100.000) ;
- (xv) toute opération de fusion, scission, apport, dissolution, liquidation ou autre opération de restructuration ;
- (xvi) tout accord ou compromis relatif à tout litige d'un montant supérieur à EUR 1 million, étant précisé que tout accord ou compromis relatif à un litige d'un montant supérieur à EUR 500.000 sera revu par le comité d'audit du conseil de surveillance ;
- (xvii) tout changement significatif de l'activité ;
- (xviii) tout engagement de prendre l'une quelconque des décisions ci-dessus.

Toute décision de transférer hors de France le siège social et/ou le(s) centre(s) de recherche et développement exploité(s) par la Société en France sera soumise, à compter de cette date, à l'autorisation préalable du conseil de surveillance statuant à l'unanimité.

Le conseil de surveillance reçoit un rapport du directoire sur la marche des affaires sociales chaque fois qu'il le juge nécessaire et au moins une fois par trimestre.

Dans le délai de trois mois à compter de la clôture de l'exercice, le directoire doit présenter au conseil de surveillance, aux fins de vérification et de contrôle, les comptes annuels et son projet de rapport de gestion à l'Assemblée Générale.

Il présente à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des actionnaires ses observations sur le rapport du directoire, ainsi que sur les comptes de l'exercice.

Le conseil de surveillance peut conférer à un ou plusieurs de ses membres, tous mandats spéciaux ou missions spécifiques pour un ou plusieurs objets déterminés.

Le conseil de surveillance peut en outre nommer, en son sein, un ou plusieurs comités spécialisés dont il fixe la composition et les attributions, et qui exercent leurs activités sous sa responsabilité, sans que lesdites attributions n'aient pour objet de déléguer aux comités les pouvoirs exclusivement attribués au conseil de surveillance par la loi ou les statuts, ni pour effet de réduire ou de limiter les pouvoirs du conseil de surveillance.

## **Article 20. Allocation du conseil de surveillance**

Les membres du conseil de surveillance peuvent recevoir en rémunération de leur activité une somme fixe annuelle, dont le montant, déterminé par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, demeure maintenu jusqu'à décision contraire et est porté aux frais généraux de la Société.

Le conseil répartit ces avantages entre ses membres de la façon qu'il juge convenable.

Le conseil de surveillance peut, en outre, allouer à certains de ses membres des rémunérations exceptionnelles pour des missions ou mandats qui leur sont confiés dans les cas et conditions prévues par la loi.

Aucune autre rémunération, permanente ou non, ne peut être versée aux membres du conseil de surveillance, en dehors de celle allouée au président et éventuellement au vice-président, ou de celle due au titre d'un contrat de travail correspondant à un emploi effectif.

#### **Article 21. Censeurs**

Le conseil de surveillance peut procéder à la nomination d'un ou plusieurs censeurs qui ne participent aux réunions du conseil de surveillance et de ses comités qu'avec voix consultative.

Le ou les censeurs sont appelés à assister comme observateur aux réunions du conseil de surveillance. Ils reçoivent les mêmes informations que les membres du conseil de surveillance.

Ils sont consultés, en tant que de besoin, par les membres du conseil de surveillance sur toute question de leur compétence pour lesquelles ils peuvent émettre un avis ou conseil.

Le ou les censeurs ne peuvent pas être rémunérés.

#### **Article 22. Conventions entre la société, un membre du directoire ou du conseil de surveillance ou un actionnaire**

Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la Société et l'un des membres du directoire ou du conseil de surveillance, un actionnaire disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil de surveillance.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées à l'alinéa précédent est indirectement intéressée.

Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre la Société et une entreprise, si l'un des membres du directoire ou du conseil de surveillance de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du conseil de surveillance ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

L'autorisation préalable du conseil de surveillance est motivée en justifiant de l'intérêt de la convention pour la société, notamment en précisant les conditions financières qui y sont attachées.

La personne directement ou indirectement intéressée est tenue d'informer le conseil de surveillance dès qu'elle a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Si elle siège au conseil de surveillance, elle ne peut prendre part ni aux délibérations ni au vote sur l'autorisation sollicitée.

Le président du conseil de surveillance donne avis aux commissaires aux comptes de toutes les conventions autorisées et conclues et soumet celles-ci à l'approbation de l'assemblée générale. Les commissaires aux comptes présentent, sur ces conventions, un rapport à l'assemblée qui statue sur ce rapport. La personne directement ou indirectement intéressée à la convention ne peut pas prendre part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Les conventions approuvées par l'assemblée, comme celles qu'elle désapprouve, produisent leurs effets à l'égard des tiers, sauf lorsqu'elles sont annulées dans le cas de fraude. Même en l'absence de fraude, les conséquences, préjudiciables à la société, des conventions désapprouvées peuvent être mises à la charge de l'intéressé.

Sans préjudice de la responsabilité de l'intéressé, les conventions visées aux trois premiers

alinéas et conclues sans autorisation préalable du conseil de surveillance peuvent être annulées si elles ont eu des conséquences dommageables pour la société. L'action en nullité se prescrit par trois ans à compter de la date de la convention. Toutefois, si la convention a été dissimulée, le point de départ du délai de prescription est reporté au jour où elle a été révélée. La nullité peut être couverte par un vote de l'assemblée générale intervenant sur rapport spécial des commissaires aux comptes exposant les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie. Dans un tel cas, l'intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables ni aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, ni aux conventions conclues entre deux sociétés dont l'une détient, directement ou indirectement, la totalité du capital de l'autre, le cas échéant déduction faite du nombre minimum d'actions requis pour satisfaire aux exigences de l'article 1832 du Code civil ou des articles L. 225-1 et L. 22-10-2 du Code de commerce.

Le conseil de surveillance met en place une procédure permettant d'évaluer régulièrement si les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales remplissent bien ces conditions. Les personnes directement ou indirectement intéressées à l'une de ces conventions ne participent pas à son évaluation.

### **Article 23. Commissaires aux Comptes**

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la Société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux.

## **TITRE IV**

### **ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES**

#### **Article 24. Nature des assemblées**

Les décisions des actionnaires sont prises en Assemblée Générale.

Les Assemblées Générales Ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Les Assemblées Générales Extraordinaires sont celles appelées à décider ou autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts.

Les Assemblées Spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur une modification des droits des actions de cette catégorie et toutes autres décisions prévues par la loi ou les présents statuts.

Les délibérations des Assemblées Générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

#### **Article 25. Convocation et réunion des Assemblées Générales**

Les Assemblées Générales sont convoquées soit par le directoire ou, à défaut, par le conseil de surveillance ou les Commissaires aux Comptes, soit par un mandataire désigné en justice, à la demande, soit de tout intéressé ou du comité social et économique en cas d'urgence, soit d'un ou plusieurs actionnaires réunissant au moins 5 % du capital social.

Pendant la période de liquidation, les Assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La Société est tenue, dans les délais prévus par les lois ou règlements en vigueur, de publier au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires (BALO) un avis de réunion contenant les mentions prévues par les textes en vigueur.

La convocation des Assemblées Générales est réalisée par l'insertion dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social et, en outre, au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires (BALO), dans les délais prévus par les lois ou règlements en vigueur.

Lorsqu'une Assemblée n'a pu régulièrement délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième Assemblée et, le cas échéant, la deuxième Assemblée prorogée, sont convoquées dans les mêmes formes que la première, dans les délais prévus par les lois ou règlements en vigueur, et l'avis de convocation rappelle la date de première convocation et reproduit l'ordre du jour.

#### **Article 26. Ordre du jour**

1. L'ordre du jour des Assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.
2. Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la quotité du capital social requise et agissant dans les conditions et délais fixés par la loi, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions.
3. En cas d'existence d'un comité social et économique, celui-ci peut requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour d'une Assemblée.

Ces projets de résolution doivent être communiqués aux actionnaires et sont inscrits à l'ordre du jour et soumis au vote de l'Assemblée.

4. L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs membres du conseil de surveillance et procéder à leur remplacement.

#### **Article 27. Admission aux Assemblées - Pouvoirs**

Tous les actionnaires ont vocation à participer aux Assemblées sur justification de leur identité, leur participation à l'Assemblée est cependant subordonnée :

- pour les propriétaires d'actions nominatives, à leur inscription en compte nominatif dans les livres de la Société au plus tard le deuxième jour précédant la date de réunion de l'Assemblée ;
- pour les propriétaires d'actions au porteur, à la délivrance d'une attestation de participation par un intermédiaire habilité constatant l'inscription en compte des titres au plus tard le deuxième jour précédant la date de la réunion de l'Assemblée.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire dont les mentions sont fixées par décret en Conseil d'État, et dont il peut par ailleurs obtenir l'envoi dans les conditions indiquées par l'avis de convocation à l'Assemblée.

Un actionnaire peut également voter par procuration, conformément aux dispositions des articles L. 225-106 et L. 22-10 39 du Code de commerce, et ainsi se faire représenter soit par un autre actionnaire justifiant d'un mandat, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, soit par toute autre personne physique ou morale de son choix (et ce, dans les conditions prévues aux articles L. 22-10-40, R. 225-79 et R. 22-10-24 du Code de commerce).

En cas d'existence d'un comité social et économique au sein de la Société, deux de ses membres désignés par le comité et appartenant l'un à la catégorie des cadres techniciens et agents de maîtrise, l'autre à la catégorie des employés et ouvriers, ou, le cas échéant, les personnes mentionnées aux articles L. 2312-74 et L. 2312-75 du Code du travail, peuvent assister aux Assemblées Générales. Ils sont entendus à leur demande, lors de toutes les délibérations requérant l'unanimité des actionnaires.

Les actionnaires peuvent, sur décision du directoire, participer aux Assemblées par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication, y compris Internet, permettant leur identification dans les conditions et suivant les modalités fixées par la réglementation en vigueur applicable. Le cas échéant, cette décision est communiquée dans l'avis de réunion et/ou de convocation de l'Assemblée.

Sur décision du directoire, les actionnaires peuvent accéder et recourir au formulaire de procuration ou de vote à distance sous format électronique, dans les conditions et suivant les modalités fixées par la réglementation en vigueur applicable.

### **Article 28. Tenue de l'Assemblée - Bureau - Procès-verbaux**

Une feuille de présence est émarginée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire et, le cas échéant, les formulaires de vote par correspondance. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les Assemblées sont présidées par le président du conseil de surveillance ou, en son absence, par le vice-président ou par un membre du conseil spécialement délégué à cet effet. En cas de convocation par un Commissaire aux Comptes ou par un mandataire de justice, l'Assemblée est présidée par l'auteur de la convocation. A défaut, l'Assemblée élit elle-même son président.

Les deux actionnaires, présents et acceptants, représentant, tant par eux-mêmes que comme mandataires, le plus grand nombre de voix remplissent les fonctions de scrutateurs. Le bureau ainsi constitué désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors des membres de l'Assemblée.

Les délibérations des Assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et établis sur un registre spécial, le cas échéant sous forme électronique, conformément aux lois et règlements en vigueur. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés dans les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur, le cas échéant sous forme électronique.

### **Article 29. Quorum - Vote**

1. Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, sauf dans les Assemblées Spéciales où il est calculé sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi. En cas de vote par correspondance, il ne sera tenu compte, pour le calcul du quorum, que des formulaires dûment complétés et reçus par la Société trois (3) jours au moins avant la date de l'Assemblée, soit au plus tard le quatrième jour avant la date de l'Assemblée.
2. Sous réserve du droit de vote double évoqué à l'article 13, le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent.
3. Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'Assemblée ou les actionnaires. Les actionnaires peuvent aussi voter par correspondance, ou encore donner mandat dans les conditions de l'article 27 des statuts, en ce compris, sur décision du directoire, par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication, y compris Internet, permettant leur identification dans les conditions et suivant les modalités fixées par la réglementation en vigueur applicable.

4. Sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'Assemblée par des moyens de visioconférence ou de télécommunication, y compris Internet, permettant leur identification et garantissant leur participation effective et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

### **Article 30. Assemblée Générale Ordinaire**

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes décisions excédant les pouvoirs du directoire et qui n'ont pas pour objet de modifier les statuts.

L'Assemblée Générale Ordinaire est réunie au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Elle ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, possèdent au moins le nombre d'actions prévus par les lois ou règlements en vigueur.

Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation. Elle statue à la majorité des voix valablement exprimées par les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance. L'abstention et le vote blanc ou nul est exclu des voix exprimées.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et celui de la majorité, les actionnaires qui participent aux Assemblées Générales par des moyens de visioconférence ou de télécommunication comme détaillé ci-dessus.

### **Article 31. Assemblée Générale Extraordinaire**

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et décider notamment la transformation de la Société en société anonyme. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, possèdent au moins, sur première convocation ou sur deuxième convocation, le nombre d'actions prévus par les lois ou règlements en vigueur. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

L'Assemblée Générale Extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix valablement exprimées dont disposent les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, sauf dérogation légale. L'abstention et le vote blanc ou nul est exclu des voix exprimées.

Dans les Assemblées Générales Extraordinaires à forme constitutive, c'est-à-dire celles appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire n'a voix délibérative ni pour lui-même, ni comme mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et celui de la majorité les actionnaires qui participent aux Assemblées Générales Extraordinaires par des moyens de visioconférence ou de télécommunication comme détaillé ci-dessus.

### **Article 32. Assemblées Spéciales**

S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories, sans vote conforme d'une Assemblée Générale Extraordinaire ouverte à tous les actionnaires et, en outre, sans vote également conforme d'une Assemblée Spéciale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

Les Assemblées Spéciales ne peuvent délibérer valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation ou sur deuxième convocation, le nombre d'actions prévus par les lois ou règlements en vigueur de la catégorie concernée.

Pour le reste, elles sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les Assemblées Générales Extraordinaires sous réserve des dispositions particulières applicables aux Assemblées de titulaires d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'Assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication comme détaillé ci-dessus et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

### **Article 33. Droit de communication des actionnaires**

Tout actionnaire a le droit d'obtenir, dans les conditions et aux époques fixées par la loi, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la Société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

## **TITRE V**

### **COMPTES SOCIAUX -**

#### **AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES**

### **Article 34. Inventaire - comptes annuels**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le directoire dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels et le cas échéant les comptes consolidés conformément aux dispositions du Code de commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties données par la Société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi.

Le cas échéant, le directoire établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

### **Article 35. Affectation et répartition des bénéfices**

Sur le bénéfice de chaque exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, sont tout d'abord prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi. Ainsi, il est prélevé 5 % pour constituer le fond de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fond atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et



augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'Assemblée Générale prélève, ensuite, les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, peut être réparti entre toutes les actions proportionnellement à leur montant libéré et non amorti et leurs droits pécuniaires respectifs.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

#### **Article 36. Mise en paiement des dividendes**

L'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée Générale, ou à défaut, par le directoire.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La Société ne peut exiger des actionnaires aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. L'action en répétition est prescrite cinq ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

## **TITRE VI**

### **CAPITAUX PROPRES - ACHAT PAR LA SOCIETE**

#### **TRANSFORMATION - PROROGATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION**

#### **Article 37. Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social**

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la

Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le directoire est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les actionnaires n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

### **Article 38. Transformation**

Conformément à l'article L. 229-10 du Code de commerce, la Société peut se transformer en société anonyme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par les actionnaires les bilans de ses deux premiers exercices.

La décision de transformation est prise sur le rapport d'un ou plusieurs commissaires à la transformation désignés par décision de justice attestant que les capitaux propres sont au moins équivalents au capital social.

### **Article 39. Prorogation**

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le directoire doit réunir l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la Société doit être prorogée.

Les actionnaires qui s'opposeront à ladite prorogation auront l'obligation de céder leurs actions aux autres actionnaires dans le délai de 3 mois à compter de la délibération de l'Assemblée Générale ayant décidé la prorogation, sur demande expresse de ces derniers par lettre recommandée avec avis de réception. Le prix de cession des actions sera fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil. Dans le cas où les demandes d'achat seraient supérieures au nombre d'actions à céder, la répartition s'effectuera au prorata du nombre d'actions déjà détenues par les acquéreurs et dans la limite des actions à céder.

### **Article 40. Dissolution - Liquidation**

Hors les cas de dissolution judiciaire prévue par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible entre les actions au prorata de leur participation au capital social.

L'Assemblée Générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la décision éventuelle de dissolution qu'elle soit volontaire ou judiciaire, entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

## **TITRE VII**

### **CONTESTATIONS**

#### **Article 41. Contestations**

Toutes les contestations qui pourraient s'élever, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution ou des stipulations statutaires, pendant la durée de la Société ou pendant sa liquidation, soit entre les actionnaires, les organes de gestion ou de contrôle et la Société ou les Commissaires aux Comptes, soit entre les actionnaires eux-mêmes, seront soumises aux tribunaux compétents du siège social.

\* \*

\*